

septentrional. Ainsi, compte tenu de nos grandes ressources, si nous pouvions, au moyen de la protection douanière ou autrement, y mettre sur pied des établissements manufacturiers afin de rétablir l'équilibre de leur économie, il n'y aurait au pays pas de plus belles régions que ces trois Provinces maritimes.

M. ANGUS MacINNIS (Vancouver-Est): Moi aussi je tiens à féliciter le ministre des Finances (M. Abbott) de son premier exposé budgétaire. J'espère cependant pouvoir le féliciter d'un succès plus complet après son prochain exposé. Quant aux craintes qu'avouait cet après-midi le ministre de l'Agriculture (M. Gardiner) d'une collaboration entre mon parti et le parti conservateur-progressiste, j'invite le ministre à se rassérer, car il n'y a pas de collaboration.

M. GRAYDON: Vous anticipez nos propres paroles, Angus.

M. MacINNIS: J'en suis enchanté. Comme nous avons souvent pu le constater depuis le début de la session, il n'est pas toujours facile de proposer un amendement à un budget, ni même à d'autres mesures. Je me dois, toutefois, de signaler au ministre de l'Agriculture que nous assistons présentement à une intense collaboration des partis conservateur et libéral d'un bout à l'autre du pays. En Colombie-Britannique, ils l'ont même portée à tel point qu'ils sont devenus inséparables. Dans les autres provinces, elle marche à grand train et plus ça marche, plus je m'en réjouis.

L'exposé budgétaire débute par une allusion aux difficiles budgets du temps de guerre. Le ministre y voit une preuve de l'effort dont nos concitoyens sont capables sous l'aiguillon de la guerre. La puissance que prend le Canada sous l'aiguillon de la guerre est un fait maintenant historique. Il nous reste à savoir ce que nous pourrions accomplir sous l'aiguillon de la paix, si le présent régime permet de découvrir cet aiguillon.

L'exposé du ministre révèle le peu de foi que le Gouvernement a dans la puissance de la population sous l'aiguillon de la paix. Je dégage cette conclusion de déclarations comme la suivante, que j'extrai de l'exposé même du ministre (page 2528). Le ministre estime qu'avec leurs présents revenus les consommateurs dépensent plus et économisent moins qu'en période normale, et qu'il importe de nous préparer à réduire ces dépenses.

Il semble que la première partie de la déclaration aurait dû être suivie, non pas de l'avertissement d'avoir à nous préparer à réduire les dépenses, mais à peu près de ce qui suit: "Nous pouvons maintenant produire comme jamais encore; ainsi nous pouvons augmenter nos dépenses."

Un peu plus loin (page suivante) après avoir prédit un revenu national brut de presque 12 milliards de dollars, dépassant d'environ 900 millions celui de 1946, le ministre s'empresse d'ajouter que ses prévisions peuvent s'éloigner notablement de la réalité puisqu'elles restent assujetties aux facteurs aléatoires et anormaux de l'heure, principalement si, vers la fin de la présente année, les Etats-Unis traversent une crise économique.

Il y a là manque de foi. Le Gouvernement n'a-t-il pas élaboré un plan en vue de l'essor du Canada? Devons-nous garder le sillage que nous traçant nos voisins, s'il nous mène au désastre?

Le ministre appuie surtout sa prédiction (page 2531) concernant la production courante sur les résultats de nos avances à la Grande-Bretagne, à la France, à la Belgique, à la Hollande et à d'autres pays, et il ajoute que ces avances constituent des mesures transitoires essentielles. Si ces prêts augmentent notre prospérité, pourquoi ne pas maintenir ce régime? Si, en l'abandonnant, nous mettons en jeu notre prospérité et si nous nous exposons à la crise économique,—c'est d'ailleurs ce qui ressort des paroles du ministre,—pourquoi ne pas le maintenir? Les besoins sont pressants en Europe; mais s'il nous est possible de fournir des denrées aux populations d'autres pays, pourquoi ne pas augmenter notre propre consommation? Voilà des questions auxquelles le ministre devrait répondre.

Voici ce que disait plus loin le ministre:

De plus, nos recettes se fondent sur des niveaux élevés de production, de revenus et d'importations que nous ne pourrions probablement pas considérer comme normaux au cours des années à venir.

Pourquoi pas? Parce qu'on s'attend à une crise aux Etats-Unis, ce qui signifie nécessairement une crise au Canada. Voilà le sens de la déclaration du ministre.

Puis, à la page suivante, au sujet de l'excédent budgétaire, il nous dit que, bien que notre excédent soit réel, il a été réalisé alors que les recettes et les dépenses étaient à un niveau élevé, ce qui ne donne pas une idée exacte de ce que nous réserve l'avenir. La conclusion qui découle de cette affirmation, c'est que le Gouvernement a perdu tout espoir de diriger l'économie nationale.

Plus loin encore, le ministre revient sur la possibilité d'une crise économique aux Etats-Unis:

D'autre part, il faut bien reconnaître qu'une régression plus ou moins accentuée pourrait se faire sentir aux Etats-Unis, cette année.

Or, les Etats-Unis, vous ne l'ignorez pas, se sont repliés avant nous sur le régime de l'entrepreneur libre. Il poursuit: